Le pays le plus important ….

Discours de l'Ambassadeur Howard Gutman
Au Cercle Gaulois, le 11 février 2010

J'ai tellement de respect pour la langue française bien parlée … que je continuerai en anglais.

Pierre, je vous remercie pour votre chaleureuse présentation et pour votre amitié depuis que Michelle et moi sommes arrivés en Belgique. Et tous mes remerciements au Cercle Gaulois de me faire l'honneur de pouvoir y prendre la parole aujourd'hui. Je suis venu au Cercle plusieurs fois et j'apprécie les liens d'amitié que j'y ai créés. En effet, pour moi en Belgique il n'y a que deux types de gens – ceux qui sont déjà devenus des amis chers, et ceux qui le deviendront bientôt.

Je voulais vous parler de deux conversations que j'ai eues récemment. Des conversations qui en disent long sur la Belgique et sur les relations belgo-américaines.

La première conversation date d'il y a deux semaines, lors de ma première rencontre avec Laurette Onkelinx. Je lui ai dit que je croyais qu'elle pourrait être la femme la plus importante au monde. Je lui ai dit que si mon président était le premier, elle pouvait être la seconde personne la plus importante au monde. Elle a ri. J'étais tout à fait sérieux.

L'autre conversation a eu lieu la semaine précédente, quand j'ai rencontré Elio Di Rupo à Mons. J'ai dit à Monsieur Di Rupo que je croyais que Mons pourrait être la ville la plus importante pour la reprise économique mondiale. Il a souri poliment. J'étais tout à fait sérieux.

Donc je suis venu au Cercle Gaulois aujourd'hui pour vous dire qu'en effet, Laurette Onkelinx pourrait être la deuxième personne la plus importante au monde. Mais ce ne doit pas être nécessairement elle, ce pourrait aussi bien

être un autre belge comme M. Flahaut, ou d'autres socialistes francophones, ou d'autres francophones ou le ministre Vanhengel ou d'autres membres du Kern ou M. Vanackere or M. Leterme. N'importe lequel d'entre eux pourrait devenir la seconde personne la plus importante au monde. Et je suis venu au Cercle Gaulois pour vous dire également que Mons pourrait être la ville la plus importante pour la reprise économique mondiale.

Avant même que je ne m'explique, j'imagine que vous vous demandez déjà quelle sorte de rêveur Barack Obama a envoyé comme ambassadeur des Etats-Unis auprès du Royaume de Belgique. Mais je peux vous assurer, qu'ayant été avocat d'affaires de renom et conseiller gouvernemental pendant 27 ans à Washington, je n'ai jamais eu la réputation d'être un rêveur. Je ne rêvais pas quand j'ai rencontré un jeune sénateur afro-américain appelé Barack Obama qui me demanda en janvier 2007 de lui rendre visite pendant une heure pour parler de sa campagne présidentielle qui allait bientôt être annoncée. Je n'avais pas envie d'y aller mais je ne voulais pas non plus être impoli. J'y suis allé ce soir là pour lui dire que je ne comptais pas soutenir sa candidature présidentielle.
Je ne lui ai pas transmis ce message. Au contraire, après avoir passé une heure avec le sénateur Obama, plus tard dans la soirée, je suis rentré chez moi et j'ai dit à Michelle que je venais de rencontrer le prochain président des Etats-Unis. Parce qu'après avoir passé une heure avec Barack Obama, vous vous rendez compte que le monde peut être meilleur aujourd'hui qu'il ne l'était hier et qu'il sera encore meilleur demain. Et ce n'était pas un rêve.

Mon épouse m'a demandé si je pensais vraiment que le pays était prêt à élire un président afro-américain. Et je lui ai répondu que, durant toute l'heure que j'avais passé avec le sénateur Obama, je n'avais pas pensé une minute au fait qu'il était afro-américain. Que j'étais persuadé que l'Amérique allait enfin réaliser que les problèmes auxquels nous sommes confrontés et qui nous unissent sont bien plus importants que les différences et les préjugés qui nous ont divisés par le passé. Et ce n'était pas non plus un rêve.

Quand le président m'a appelé en mars dernier pour me remercier de mon amitié, il m'a dit qu'il croyait que les Européens et le monde regardaient les Etats-Unis d'un œil nouveau. La question était ce qu'ils allaient voir -- allaient-ils voir notre engagement renouvelé vers le dialogue et à nous

concentrer sur l'humanité commune de tous les peuples de la terre ? Allaient-ils voir la sincérité de nos paroles, la transparence de nos cœurs ? J'ai été profondément honoré par l'appel du président, et honoré de faire partie, avec Michelle et les autres membres de mon ambassade, de ce que vous voyez quand vous regardez d'un œil nouveau les Etats-Unis. Je me suis alors promise, pendant les trois années qui viennent, de visiter chaque ville, chaque commune et village de Belgique, ceux qui ont l'habitude de recevoir les ambassadeurs américains et ceux qui n'y ont jamais pensé. Et j'y travaille chaque matin, en prenant des leçons de français un jour et de néerlandais le lendemain.

Et, le sentez-vous déjà ? Pouvez-vous déjà le toucher ? Ce sentiment d'amitié et de partenariat renouvelé avec l'Amérique, qui traverse la Grand Place de Bruxelles, jusqu'au port d'Anvers, à travers les collines des Ardennes et le long de la rivière à Dinant, à Namur et oui …au Cercle Gaulois.

Alors où vont donc ces routes, et comment nous mènent-elles vers Laurette Onkelinx, pouvant devenir la femme la plus importante du monde ou vers d'autres belges pouvant devenir la seconde personne la plus importante au monde ? Et comment nous mènent-elles à Mons devenant potentiellement la ville la plus importante pour la reprise économie mondiale ?

Voyez-vous, je crois que la Belgique – toute la Belgique – et les Etats-Unis sont d'accord, en tant que partenaires, sur les questions les plus importantes du moment. Sur l'Afghanistan, sur la nécessité de fermer Guantanamo, sur le climat en tant que problème impératif devant être résolu maintenant, et sur bien d'autres choses encore.

Prenons l'Afghanistan. Comme le président Obama l'a expliqué en détail lors de son récent discours sur l'Afghanistan et dans son discours d'acceptation du prix Nobel, les Etats-Unis et la Belgique sont d'accord qu'il faut s'occuper du problème du terrorisme. Que personne venant d'Anderlecht ne doive jamais être réduit en poussière parce qu'il avait choisi de travailler dans une tour du WTC le 11 septembre. Que les Etats-Unis et tous les belges sont d'accord que personne ne puisse menacer de faire sauter la Grand Place à cause d'un différend sur la politique du port du voile.

Et la Belgique – toute la Belgique – et les Etats-Unis sont d'accord qu'il n'y a pas de solution militaire au problème du terrorisme et de l'influence des Talibans en Afghanistan. C'est plutôt la reconstruction civile et un renforcement de l'application du droit civil qui offrent les meilleures perspectives permettant aux Afghans de reprendre et de maintenir un contrôle significatif en Afghanistan et d'éviter l'exportation du terrorisme. Voila pourquoi le président Obama a triplé le nombre de civils américains déployés sur place et prévoit d'augmenter encore notre personnel civil en 2010 de 20 à 30%, en concentrant des experts dans les domaines et dans les ministères clefs afin de fournir des services vitaux à la population afghane.

Plus de 30 années de guerre ont dévasté les secteurs économiques et sociaux afghans. Conscients qu'il vaut mieux laisser la « construction de la nation » à la population afghane, nos programmes de stabilisation et de développement économique sont ciblés pour aider les Afghans à commencer à réparer ces dégâts, à reconstruire les infrastructures critiques et pour fournir une base à une croissance économique durable. C'est la reconstruction civile et un renforcement de l'application du droit civil qui présentent les meilleures perspectives pour poursuivre les progrès déjà accomplis – là où seuls 900.000 garçons étaient autorisés par les Talibans à aller à l'école, six millions d'enfants afghans, y compris deux millions de filles, le font à présent. Où le taux de mortalité infantile a baissé de 22%. Où plus de 85% de la population a accès à une forme de soins de santé. Où 50% de la magistrature a été formée par des programmes sponsorisés par l'USAID. Où 70.000 prêts ont été accordés à des femmes propriétaires d'entreprises. L'accent mis sur la reconstruction civile et le renforcement de l'application du droit civil est la raison pour laquelle l'Administrateur de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) et le Ministre américain de l'Agriculture ont passé tellement de temps en Afghanistan. L'Afghanistan était autrefois une société agricole prospère, et il doit redevenir une société agricole en état de marche pour permettre aux Afghans de renouer avec la prospérité et de bloquer le passage au terrorisme.

Et la Belgique – toute la Belgique -- et les Etats-Unis sont d'accord pour qu'aucun travailleur agricole, aucun professeur, aucun instructeur de police,

et aucun travailleur aidant à la reconstruction civile, de quelque type qu'il soit, ne soit soumis à un risque inacceptable. Que la reconstruction civile exige que la sécurité fondamentale soit garantie et que ceci, à son tour, exige un engagement accru des forces militaires – y compris des forces afghanes -- nécessaire pour garantir une telle sécurité pour la reconstruction civile. Et donc, la demande d'effectifs militaires supplémentaires n'est pas dans l'idée de l'obtention d'une solution militaire, mais plutôt pour assurer la protection, la sécurité et pour former une armée et une police afghane efficaces permettant à la reconstruction civile d'avoir lieu.
Et donc Barack Obama a rempli sa part – après avoir étudié le dossier soigneusement pendant sept semaines, il a annoncé la voie à suivre nécessaire pour offrir les meilleures chances de réussite en Afghanistan. Nous devons tous nous engager à fournir les instructeurs de police et militaires, les travailleurs agricoles, les civils qui œuvrent à la reconstruction pour donner sa chance à l'Afghanistan. Et nous devons nous engager à fournir les troupes supplémentaires nécessaires pour garantir la sécurité d'une telle reconstruction civile.

Mais comment donc rallier l'Europe et rallier tous les pays partenaires de la FIAS (ISAF) pour réaliser ces objectifs. Nombreux sont ceux qui pourraient montrer la voie. Et il ne fait pas de doute que Laurette Onkelinx, ou M. Flahaut, ou de nombreux francophones pourraient montrer la voie. Car si une socialiste francophone respectée, ou un Ministre francophone respecté, ou un membre respecté du Kern appelait à se joindre à l'effort commun qui vise à la reconstruction civile de l'Afghanistan et à accroître la présence militaire afin de garantir la sécurité de cet effort de reconstruction, alors le Premier Ministre, le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de la Défense, et la Belgique toute entière suivraient le mouvement.

Et si la Belgique faisait cet effort, qui ne se joindrait-il pas à elle? Quel pays reculerait si la Belgique allait de l'avant ? Vous voyez, certains disent que la Belgique est un petit pays. D'après eux, quelle différence cela ferait-il si la Belgique contribuait par exemple juste 30 ou 50 instructeurs de police et 50, 100, ou 120 soldats supplémentaires à ce gigantesque effort ?

Ceux qui disent cela sous-estiment la Belgique. Ces gens là vendent la Belgique à bas prix. Jamais je ne sous-estimerai la Belgique. Jamais je ne la vendrai à bas prix.

Vous savez, la Belgique a bien entendu un budget et des effectifs limités. Mais bien que la Belgique soit limitée en termes de moyens financiers et humains, la Belgique est en tête en termes de crédibilité. Je le savais et je le disais bien avant que l'Europe ne choisisse Herman Van Rompuy comme Président. La Belgique ne fait pas souvent ou fortement entendre sa voix. La Belgique n'a pas d'agenda caché quand elle parle. Donc quand la Belgique parle, les gens écoutent. C'est un fait que la Belgique est en tête en termes de crédibilité.

Donc si Laurette Onkelinx montrait l'exemple, si une socialiste francophone dévouée montrait l'exemple, qui en Belgique ne se joindrait-il pas à elle? Ou si M. De Vriendt ou le Ministre Vanhengel montrait l'exemple ? Ou si le Ministre des Affaires Etrangères Vanackere ou le Premier Ministre Leterme montrait l'exemple, avec le soutien des francophones, qui ne les suivrait pas ?

Et si la Belgique allait de l'avant et montrait l'exemple, qui en Europe et qui parmi les pays de la FIAS ne la rejoindrait pas ?

Bien entendu, il ne s'agit pas d'une exigence. Des partenaires n'exigent rien, ils discutent. Mais étant donné l'immense crédibilité dont la Belgique jouit parmi le concert des nations, la participation de la Belgique aux efforts de reconstruction civile et d'amélioration de l'état de droit en Afghanistan -- et à une présence militaire accrue afin de garantir la sécurité de cet effort de reconstruction – serait très significative.

De même, Laurette Onkelinx, et en fait tout politicien belge respecté et dévoué, pourrait montrer la voie pour fermer Guantanamo. Vous voyez, l'Europe entière est consciente depuis longtemps que la prison de Guantanamo est moralement, éthiquement, et légalement une erreur et devrait être fermée. Le Président Obama est du même avis et a entrepris de la fermer alors même que la cérémonie de son investiture était encore en cours. Et en dépit du fait que toute l'Europe et les Etats-Unis étaient d'accord sur ce qui devait être fait, un an plus tard, nous avons tous échoué. Car après avoir traité le cas de ceux qui doivent être jugés et sont susceptibles d'être emprisonnés et après avoir traité quelques cas avec des

spécificités géographiques, il reste environ cinquante détenus qui doivent trouver une terre d'accueil. Et bien que de nombreux pays, y compris la Belgique – et nous lui en sommes reconnaissants -- aient déjà accueilli des détenus, chaque fois qu'un pays envisage d'en accueillir un supplémentaire, cela pose problème. Les habitants de ce pays ont l'impression qu'on leur demande d'assumer un nouveau fardeau à eux seuls.

C'est pourquoi il semble plus facile qu'un pays n'agisse pas de façon isolée mais que tous agissent ensemble. Et alors que les Etats-Unis se sont engagés à juger la quarantaine environ de détenus qui représentent une réelle menace et doivent être jugés, les pays qui ont déjà accueilli un détenu pourraient s'entendre pour partager ceux qui restent à accueillir et en accueillir chacun deux ou trois. De cette façon, Guantanamo pourrait être fermé en trois semaines. Le monde serait moralement, éthiquement et légalement meilleur en travaillant ensemble pour en accueillir juste deux ou trois par pays.

Qui peut montrer montrer la voie et rendre ainsi le monde meilleur sur le plan moral ? Nombreux sont ceux qui pourraient montrer l'exemple. Et Laurette Onkelinx et de nombreux politiciens francophones pourraient certainement montrer la voie. Car à nouveau, si une socialiste francophone respectée, ou le respecté Ministre de la Justice, ou le Premier Ministre appelait à œuvrer ensemble à rendre le monde moralement meilleur, alors la Belgique toute entière montrerait l'exemple.

Et si la Belgique montrait l'exemple, qui pourrait refuser de se joindre à elle ? Quel pays refuserait d'aider à fermer Guantanamo si la Belgique allait de l'avant ? Vu la crédibilité de la Belgique, ne la sous-estimez jamais.

La même analyse s'applique à pratiquement tous les problèmes que nous partageons, que ce soit les sanctions contre l'Iran, convaincre les pays de lutter contre le réchauffement climatique, ou des questions fondamentales relatives à notre sécurité. Donc bien entendu j'étais tout à fait sérieux quand j'ai dit à Laurette Onkelinx ou à n'importe quel leader belge respecté qu'ils pouvaient devenir la deuxième personne la plus respectée au monde. Quelqu'un ici pourrait-il maintenant ne pas en convenir ?

De même, je n'étais pas un rêveur lorsque j'ai dit à Elio Di Rupo que Mons pourrait devenir la ville la plus importante pour la reprise économique mondiale. Vous voyez, en un an, nous avons largement rétabli la confiance fondamentale dans le système bancaire. Nous avons largement renfloué les trésoreries. Nous avons mis les outils en place pour redresser l'économie mondiale. Mais le taux de chômage atteint pratiquement 10 % aux Etats-Unis, l'Union Européenne est aussi à 10 %, il est de plus de 7 % en Flandre alors que de nombreuses pertes d'emploi supplémentaire sont annoncées, et la Wallonie connaît un taux bien supérieur encore.

Nous devons rendre un emploi aux gens. Nous devons les remettre au travail, et ce serait bien si on pouvait les remettre au travail ensemble, et si on pouvait les remettre au travail partout. Et si on pouvait recouvrer la croissance ensemble parce que, fondamentalement, la croissance engendre la croissance. Le développement engendre le développement. Et les dépenses engendrent les dépenses. De plus, nous ne pouvons nous permettre de laisser qui que ce soit sur le bord du chemin. Nous ne pouvons réussir qu'en respectant le rythme du plus lent. Et oui, les défis qui nous unissent sont en effet bien plus grands que n'importe quelle différence qui puisse nous séparer.

Donc nous devons remettre tout le monde au travail partout. Mais ils ne peuvent retourner à de nombreux anciens emplois. Ils ne peuvent retourner vers ces anciens emplois qui furent perdus non pas à cause de la crise financière, mais parce que le temps, les modes de vie, et le climat les a rendus obsolètes. Car pour une grande part, la crise n'a pas été créée par le soudain effondrement du marché hypothécaire mais par la lente détérioration des industries et des mines qui se focalisaient plus sur leur âge d'or que sur leur sombre futur.

Donc cette fois, pour Charleroi, pour des usines à Anvers, pour Detroit, et pour beaucoup d'autres villes encore, nous devons trouver la bonne solution et nous devons la trouver ensemble. Il est clair qu'une reprise économique et financière basée sur une véritable coopération internationale, que la transparence, et qu'une réforme significative et durable sont nécessaires. Sans une telle reforme coordonnée à l'échelle internationale, aucune reprise

durable n'est possible. Cette fois, nous devons regarder un petit peu plus loin et nous devons regarder ensemble.

Donc là où d'autres verraient une crise, de vrais leaders voient une opportunité. Dans tout effondrement se trouve une opportunité de reconstruire et de reconstruire en mieux, d'honorer le passé en faisant la transition vers industries du futur créant des emplois, que ce soit dans le secteur de la technologie, de la biotechnologie, de la pharmacie, de l'agro et bio industrie, ou des énergies propres. Dans ce cheminement, nous ne pouvons laisser personne de côté. Parce que dans ces secteurs – un monde de technologie, d'énergies alternatives, de recherche, et d'information – ce que vous pouvez produire à New York, Paris, Bruxelles, ou Bombay, vous pouvez aussi le produire à Newark dans le New Jersey ou à Charleroi.

Et en effet, certains sont en train de produire à Mons, aujourd'hui, à la minute même où nous parlons. Et en effet, nous sommes en train d'y produire ensemble. Car au cours des trois dernières années, Mons a accueilli Microsoft, Hewlett Packard, et Google. Ensemble nous quittons le passé et entrons dans le futur.

Et là où Microsoft, Hewlett Packard, et Google s'installent, d'autres suivent. Des commerçants et des sous-traitants qui se focalisent tous sur le futur. Et s'ils installent un centre à Mons ou à Charleroi, ils construisent souvent un second et un troisième centre, à Bree, à Gand, à Anvers, à Namur, ou à Bastogne. Et lorsqu'ils font cela, des entreprises belges locales se créent pour offrir leurs services, et ces entreprises croissent ensuite pour également offrir leurs services dans la Silicon Valley, à Boston, ou en Virginie du Nord. Et avec des entreprises du futur qui croissent de part et d'autre de l'Atlantique, notre partenariat, qui a toujours été historiquement fort, ne fait que se renforcer. Et ainsi nous recréons de l'emploi, ensemble. Demandez à Rudy Demotte, qui a abondamment annoncé ce fameux plan Marshall 2.Vert. Mais demandez aussi à Kris Peeters, qui sera la semaine prochaine à la tête d'une mission économique en Californie. Demandez aux centres de technologie à Namur et à Gand. Demandez à Charles Picqué qui est à la recherche de telles solutions win-win pour Bruxelles et même pour Anderlecht.

Donc, comme beaucoup le comprennent, Mons est le type d'exemple que le monde entier devrait suivre. Et oui, j'étais tout à fait sérieux lorsque j'ai dit à Elio Di Rupo que Mons pouvait être la ville la plus importante pour la reprise économique dans le monde. Est-ce que quelqu'un ici pourrait maintenant ne pas en convenir ?

Pendant mes 27 ans en tant qu'avocat à Washington, j'avais à tout moment de nombreux clients. En tant qu'Ambassadeur des Etats-Unis auprès du Royaume de Belgique, je n'ai plus maintenant que deux clients : les Etats-Unis et la Belgique. Je me réjouis quand l'un et l'autre sont prospères. Je suis affecté quand l'un des deux chancelle. Et je ne demanderai rien à l'un ou l'autre si je crois que cela ne bénéficiera qu'à l'un au détriment de l'autre. Jamais je n'exagérerai les mérites du pays que j'aime depuis longtemps, mais de la même façon jamais je ne minimiserai ceux du pays que j'aime de plus en plus. Avoir la Belgique et les Etats-Unis qui coopèrent sur l'Afghanistan, sur Guantanamo, sur la reprise économique, et sur bien d'autres dossiers est en effet un win-win pour les deux pays et pour la planète. Les défis qui nous unissent sont en effet bien plus grands que les différences qui nous séparent.